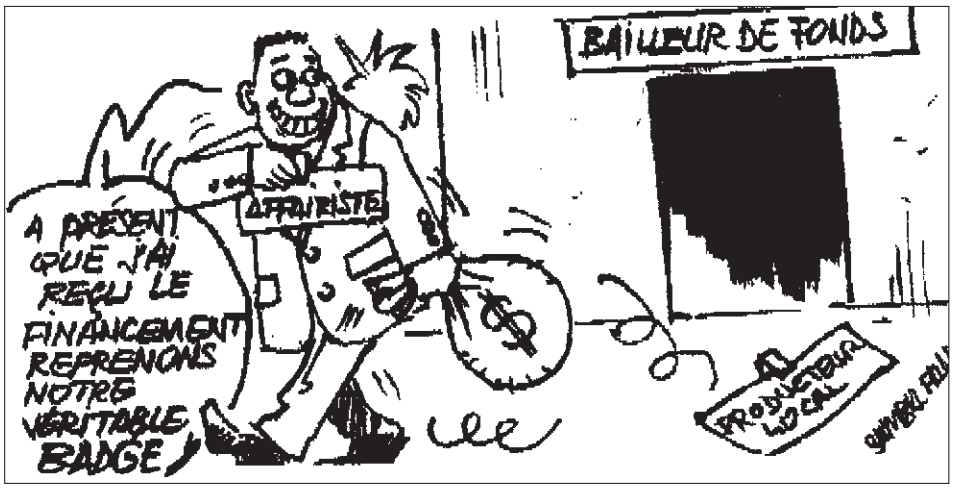
Quand des cadres se transforment en leaders paysans pour capter les aides



«Dans certains pays africains, la restructuration sociale du milieu rural a imposé des types d'organisations paysannes modernes, rarement articulées sur les organisations traditionnelles préexistantes. L'encadrement technique a parachuté des messages visant à introduire des objectifs de production, de productivité et surtout de progrès, sans tenir compte des besoins réels des populations rurales, ni du feed-back émanant de ces populations. Ce dispositif instrumental de vulgarisation de nouvelles techniques agricoles, qui a conduit à une mise en place de systèmes d'intervention dirigiste en milieu rural, et favorisé l'assistance et la passivité des producteurs ruraux, ne prévoyait même pas de formations et d'alphabétisation fonctionnelle de ces ruraux. Il apparaît d'ailleurs paradoxal que dans des États à économie essentiellement agraire où 70 % des analphabètes sont issus du monde rural, la formation des ruraux soit reléguée au second plan par rapport aux objectifs de formation des élites. […]

Les agents de l'État confortablement installés dans ce dispositif de vulgarisation deviennent des pions incontournables, omniprésents dans les rôles stratégiques de conception, de contrôle et de prise de décision, maintenant les populations dans des rôles d'exécution sans tenir compte de leurs préoccupations effectives. Pire encore, dans un contexte de désengagement des États africains et de libéralisation de l'économie, des ex-agents de l'État à la retraite, ayant accumulé une somme d'expériences et tissé de nombreuses relations dans les administrations, fortifient de plus en plus leur position de leaders au sein des organisations paysannes. Des leaders très habiles dans la création d'organisations paysannes fictives, dans le captage des fonds extérieurs et dans la récupération de ces associations à des fins politiques. […]

Depuis que les bailleurs de fonds ont décidé d'apporter directement des appuis financiers et matériels aux producteurs ruraux organisés, des projets imaginaires prolifèrent. En effet, pour un projet à plusieurs volets de financement, certains cadres africains peuvent imaginer autant d'organisations paysannes fictives bénéficiaires que de sources de financement. Ces projets d'intérêt général qui concernent plusieurs domaines de la paysannerie (maraîchage, cultures vivrières et fruitières, arboriculture, élevage, exploitation forestière, pisciculture, artisanat, commerce, etc.), sont conçus par des gens ayant une certaine audience auprès des bailleurs et une grande intelligence pour déjouer leurs contrôles.

Des projets imaginaires qui trouvent financements

L'exemple que je vous livre est à ce titre édifiant. Un cadre dynamique et ingénieux, a élaboré au nom d'une organisation paysanne de son village, des projets de développement local qui lui attirent de nombreux financements extérieurs.

Ainsi, un projet agropastoral de maraîchage et d'élevage d'ovins soutenu par une Ambassade étrangère. Des parcelles de choux, de gombo, et d'aubergines, un petit hangar de stockage, la motopompe offerte par l'Ambassade et une poignée de moutons furent rapidement mis en place pour attendre la visite programmée de l'Ambassadrice. Mais juste après la visite, le hangar de stockage a été décoiffé, puis la motopompe et les tôles furent emportées au domicile villageois du cadre. Depuis ce jour, le jardin mis en place pour la circonstance, sur un sol gravillonnaire à faible capacité de rétention d'eau, a été abandonné. Les moutons et la motopompe sont devenus des biens privés du cadre.

Une décortiqueuse à riz a été offerte par une autre Ambassade à l'organisation paysanne du village. Mais celle-ci est devenue propriété privée de ce même cadre qui fait payer des prestations aux populations rurales de la localité, etc.

Ce cadre a bien de la chance car les bailleurs financent facilement tous les projets qu'il leur présente, sans qu'aucun diagnostic de terrain ne soit fait sérieusement, ni aucune analyse approfondie de l'aspect social de ces projets.

Ces cadres africains devraient éclairer et aider leurs parents à mieux s'organiser conformément aux contraintes de l'environnement socio-économique et politique pour trouver le chemin de l'argent. Car les bailleurs n'appuient financièrement et matériellement que des producteurs ruraux organisés. Mais, malheureusement, ces cadres africains connaissent bien le chemin de l'argent qu'ils empruntent tout seuls. Ils refusent ainsi de faire le bonheur des populations rurales et de partager le progrès. Ne faut-il désormais concevoir autrement les projets de développement local en Afrique?

M. Bleu
Ingénieur agronome en Côte d'Ivoire